



MIRIAM : UN PROJET D'EMPOWERMENT DE FEMMES SENSIBLE AU GENRE

Rita VAN GOOL

Collaboratrice au Vrouwenraad

Miriam est un projet d'empowerment de femmes en situation de monoparentalité (FMP), bénéficiaires d'un revenu d'intégration (ou son équivalent), via un accompagnement intensif, holistique et s'attachant à la dimension genre dans l'intégration sociale¹. Le projet vise à promouvoir l'intégration sociale et socioprofessionnelle des FMP, à lutter contre la pauvreté et à rompre l'isolement. Ce projet est développé, soutenu et suivi par le Service politique de lutte contre la pauvreté du SPP Intégration sociale, en collaboration avec le Vrouwenraad et le Conseil francophone des femmes belges, qui est membre du Comité d'accompagnement.

Le projet consiste à mener dans 5 CPAS² de Belgique une expérience visant à démontrer qu'en offrant à ce public-cible – isolé et en difficulté – un accompagnement et un soutien intensifs axés sur l'empowerment, l'estime de soi et le renforcement de son réseau de relations, on augmente les chances de réussite du parcours d'intégration socio-professionnelle des femmes concernées. Cette expérience entend tester l'efficacité d'une offre intégrée de services sociaux pour le groupe des FMP bénéficiant d'un revenu d'intégration (ou son équivalent). Un.e *case manager* (accompagnateur/accompagnatrice) désigné.e à cet effet est chargé.e d'élaborer un programme d'accompagnement holistique destiné à ce groupe-cible. Les *case managers* proposeront à la fois un coaching individuel, des formations ainsi que des sessions d'information collectives à un groupe sélectionné de femmes en situation de monoparentalité (objectif : 12 bénéficiaires par CPAS). L'idée sous-jacente est que cet accompagnement intensif favoriserait efficacement l'empowerment, et que cette approche pourrait ensuite être développée dans d'autres CPAS. L'expérience fait l'objet d'un suivi méthodologique de la part de la Karel De Grote-Hogeschool d'Anvers, qui mesure le degré d'empowerment via une étude d'impact comparant le groupe des mamans participant au projet avec un groupe-contrôle constitué de mamans qui

ne participent pas au projet (sélectionnées elles aussi parmi les bénéficiaires du CPAS). Le projet MIRIAM est né du constat que les femmes monoparentales font face à des difficultés bien particulières. Les études démontrent notamment que leur situation les désavantage sur le marché du travail. En cause : notre société, où prévaut encore le modèle du ménage à double revenu et de la famille traditionnelle dite 'nucléaire'. Ces femmes ne sont donc pas toujours en mesure de maintenir un équilibre sain entre vie professionnelle et vie familiale. Leur revenu limité les freine aussi dans leur recherche d'un logement décent et d'une garderie abordable pour leur(s) enfant(s).

UNE APPROCHE SENSIBLE AU GENRE

Les *case managers* sont soutenu.e.s et formé.e.s par le Vrouwenraad pour développer leur programme avec une attention spécifique pour le genre. En raison de son importance, le thème du genre est traité ici à part. Mais il est clair qu'il doit être présent tout au long de l'accompagnement, tant pendant les contacts individuels que lors des réunions de groupe. Le thème des inégalités liées au genre qui a donné lieu à la création de la méthodologie MIRIAM exige une attention particulière. Les femmes vivant dans la pauvreté n'ont souvent pas conscience des

stéréotypes de genre et de l'importante inégalité et de l'injustice qu'ils impliquent.

Dans le même temps, les femmes concernées par la monoparentalité sont souvent confrontées à des faits très concrets qui découlent des inégalités de genre, comme la violence intrafamiliale, les conséquences d'un divorce, la discrimination dans la recherche d'un logement ou la recherche d'un emploi. Amener ces femmes à être en mesure de détecter les inégalités qu'elles subissent et à revendiquer leurs droits (comme une pension alimentaire par exemple), est un des objectifs de travail. Elles peuvent alors voir comment les inégalités de genre se reproduisent dans l'éducation, et réfléchir avec un esprit critique à leur rôle de mère dans ce cadre. Prenant conscience du rôle que joue le genre dans leur vie et dans la société, et menant une réflexion critique sur leur rôle et leur identité propres, elles peuvent s'ouvrir à de nouvelles perspectives.

EXEMPLES DE PRATIQUES LOCALES

AU CPAS DE LOUVAIN : DROIT EN CAS DE SÉPARATION

Une avocate a été invitée pour parler avec les participantes des droits et des devoirs des parents après une séparation. Lors d'une rencontre préalable, les femmes avaient dressé

la liste de leurs questions pour qu'elle puisse y répondre de manière très ciblée, mais de nombreux autres points ont également été abordés. Les femmes ont discuté des situations qu'elles rencontraient avec les pères qui ne remplissent pas leurs devoirs. L'avocate a notamment souligné l'importance d'agir de façon proactive et d'appliquer les droits existants. Elle a également parlé du SECAL³.

AU CPAS DE MOLENBEEK-SAINT-JEAN : ENFANTS ET VIOLENCE INTRAFAMILIALE

Pendant une activité pour les enfants, les mères ont eu l'occasion de discuter de leur relation avec leurs enfants. Au cours de la discussion, une mère a évoqué le fait qu'elle avait été maltraitée par le père de son fils. L'enfant avait été témoin de ces violences et reproduisait ce comportement sur les fillettes de l'école. L'école suit désormais l'enfant de près. La maman se sentait très mal à l'aise par rapport au comportement de son fils. Lors de la conversation, les femmes ont essayé de donner à la femme des moyens de traiter ce sujet et de discuter de ce comportement avec son fils.

LE PARCOURS D'UNE MAMAN

Marie, 26 ans, est la maman de trois garçons de 11, 8 et 5 ans. Elle a eu son premier enfant à 14 ans. En même temps, elle devait s'occuper de ses frères et sœurs, car sa mère alcoolique n'était pas en état de veiller sur la famille. Elle a dû grandir très vite, dans un contexte familial très difficile, et n'a jamais obtenu son diplôme du secondaire. Son identité s'est entièrement construite autour de son rôle de mère, le seul qui comptait à ses yeux. Elle n'a jamais eu l'occasion de réfléchir à ses propres rêves ou souhaits, et n'a eu aucune adolescence au cours de laquelle s'épanouir. Elle était divorcée depuis peu, et cette situation lui pesait lourdement car elle ne savait pas comment l'expliquer à ses enfants.

L'intégration professionnelle était en tête des priorités de Marie. Elle affirmait vouloir devenir aide-soignante, sans toutefois se rendre compte de ce que cela implique en termes de travail et de formation. Il fallait donc lui donner l'occasion de développer une image plus réaliste du travail, et d'élaborer un projet par étapes. La manière dont elle organisait sa vie posait également question. L'accompagnement a mis en avant la nécessité de prendre du temps pour soi, la sensibilisation au fait qu'avoir une famille ne doit pas empêcher de faire des choses pour son propre bien-être. Au début, l'accompa-

gnement n'est pas allé de soi. Marie ne s'est pas ouverte d'emblée et elle avait du mal à formuler ses souhaits et ses besoins. Mais au fur et à mesure, il s'est avéré que cette attitude résultait surtout de la nouveauté que l'accompagnement représentait pour elle. Personne ne lui avait jamais posé la question et elle ne se l'était jamais posée elle-même. Au final, elle a donc été capable d'accomplir quelques démarches et de reprendre plusieurs aspects de sa vie et de son avenir en main. Le divorce, qui s'éternisait, a fini par être clôturé suite à un changement d'avocat et elle a pu introduire une demande de pension alimentaire auprès du SECAL.

En dialoguant avec l'accompagnatrice, elle a également pu se libérer de la culpabilité qu'elle éprouvait vis-à-vis de ses enfants suite au divorce : ceux-ci ne comprenaient pas pourquoi ils ne voyaient plus leur père et Marie ne pouvait pas le leur expliquer car elle ne souhaitait pas nuire à l'image qu'ils avaient de ce dernier. Les conversations lui ont permis de prendre un peu de recul. Grâce à l'encadrement, elle s'est également rendue compte qu'elle était une personne, pas seulement une mère et qu'elle avait aussi le droit de veiller sur elle-même et sur son propre bien-être. L'accompagnement a également permis de passer des éléments plus pratiques en revue. Par exemple, Marie avait depuis longtemps des problèmes avec les voisins, problèmes aggravés par le fait qu'elle s'énervait vite. Elle a accepté une médiation organisée par la société de logements sociaux. Malheureusement, sa voisine ne s'est pas présentée et Marie souhaite à présent déménager au plus vite. Vérification faite, il s'est toutefois avéré qu'elle devra attendre le printemps prochain, car il faut occuper un logement pendant au moins deux ans avant de pouvoir en changer. Certaines choses ont également évolué sur le plan de l'activation sociale. En août, Marie a suivi un stage qui, sous forme d'ateliers, donnait aux participant.e.s l'occasion de s'initier à de nouveaux talents et centres d'intérêt à développer ultérieurement. À son étonnement, Marie, qui s'intéressait surtout à la cuisine, s'est découvert un côté créatif et s'est inscrite aux ateliers de théâtre et de création de meubles. Elle a commencé à se considérer (et à considérer son avenir) sous un jour plus positif. Sur le long terme, elle cherche également une formation qualifiante qui lui permettra de trouver du travail.

Pour autant qu'elles osent franchir le pas, ces femmes ne savent pas non plus toujours exactement comment demander de l'aide et faire valoir leurs droits sociaux. Le manque

de contacts sociaux et le risque d'isolement pénalisent également ces mamans, allant jusqu'à miner leur confiance en elles, pour tant déjà ébranlée. La méthode MIRIAM repose sur deux axes : un accompagnement collectif, qui privilégie l'aspect social, et un accompagnement individuel, plus concret et plus personnalisé, avec une attention spécifique pour la dimension de genre.

QUI SONT LES FEMMES BÉNÉFICIAIRES DU PROJET ?

Les femmes susceptibles de participer au projet MIRIAM sont des femmes qui vivent durablement dans une situation de pauvreté et sont très éloignées du marché du travail. La majorité d'entre elles ont suivi une scolarité limitée, ont peu ou pas d'expérience professionnelle et connaissent surtout des personnes qui vivent une situation similaire.

Le projet MIRIAM permet de travailler progressivement sur les différentes dimensions des différents domaines de vie qui contribuent à une réintégration finale. Renforcer l'image de soi, nouer de nouveaux contacts avec le monde extérieur grâce à la participation socioculturelle et élargir son réseau social... Tous ces éléments contribuent à ce que les femmes concernées puissent reprendre leur destin en main et évoluer activement dans la société. La formation et le travail constituent également des thématiques explicites de l'accompagnement dans leur trajet.

Les principaux objectifs de travail sont les suivants : les femmes disposent des informations nécessaires sur les services, les formations et les trajets qui sont à leur portée ; elles connaissent la réalité du marché du travail et les changements que le travail (à temps plein) implique, et elles comprennent quelles démarches elles doivent effectuer pour obtenir un emploi durable.

EXEMPLE DE PRATIQUE LOCALE EN MATIÈRE D'INTÉGRATION SOCIO-PROFESSIONNELLE

UNE PLATEFORME D'ÉCHANGE D'EXPÉRIENCES À MOLENBEEK-SAINT-JEAN

Tout au long de leur accompagnement avec la méthodologie MIRIAM, les femmes ont eu accès à une plateforme leur permettant d'exprimer leurs expériences et leurs réflexions sur le plan de l'intégration socioprofessionnelle et de les partager avec d'autres personnes concernées au sein du CPAS. Ces

éléments ont été discutés au cours d'une première conversation de groupe. Ensuite, des échanges ont été organisés avec des collaborateurs et collaboratrices, ainsi qu'un responsable du service intégration socioprofessionnelle, et le secrétaire suppléant du CPAS. Les femmes ont pu parler librement de leurs expériences en tant que mères isolées, et des défis auxquels elles sont confrontées. Ces conversations ont notamment permis de constater que les femmes étaient initialement assez sceptiques vis-à-vis de l'emploi via l'article 60, car elles craignaient qu'il ne les entraîne dans un cercle vicieux. Elles ont également exprimé des obstacles pratiques, comme un manque de place dans les garderies ou l'organisation le matin et le soir, et expliqué à quel point il est parfois difficile de pouvoir se lancer dans une formation. Des échanges tels que celui-ci peuvent être réconfortants dans les deux sens.

QUEL AVENIR POUR LE PROJET MIRIAM ?

La première phase du projet a couru du 15 septembre 2015 au 31 décembre 2017. À l'occasion de la Journée internationale des droits des femmes du 8 mars 2018, la mise à disposition de moyens supplémentaires pour sa poursuite a été annoncée. L'un des résultats positifs du projet pilote mené dans les CPAS de Gand, Namur, Charleroi, Molenbeek-Saint-Jean et Louvain est l'augmentation du nombre de femmes qui réclament leur pension alimentaire. L'activation du droit à une pension alimentaire est cruciale pour sortir de la pauvreté. D'après le Service des créances alimentaires, 93 % des demandeurs sont d'ailleurs des femmes.

La phase pilote du projet MIRIAM est à présent terminée. Aux cinq premiers CPAS ayant empreint leurs méthodes de travail de cette approche sensible au genre succéderont six autres CPAS. Ceux-ci seront sélectionnés avant l'été et bénéficieront chacun d'une enveloppe de 57500 euros pour la désignation d'une *case manager* en charge de l'accompagnement.

Les expériences des cinq CPAS pilotes et du Vrouwenraad, qui coordonne le projet, et les résultats de l'étude réalisée par la Karel de Grote Hogeschool ont été compilés dans un manuel, que les six nouveaux CPAS pourront utiliser comme guide pour intégrer cette méthodologie sensible au genre dans leurs pratiques quotidiennes. ■

- 1 Le Vrouwenraad et la Karel De Grote-Hogeschool ont bénéficié en 2015 du soutien financier de la Secrétaire d'État à la lutte contre la pauvreté, M^{me} Elke Sleurs, pour la réalisation de ce projet.
- 2 CPAS de Molenbeek, Charleroi, Namur, Leuven et Gent (2016 et 2017)
- 3 Le SECAL est le service des créances alimentaires. Lorsqu'une pension alimentaire n'est pas payée, le ou la créancier-e d'aliments (celle ou celui à qui la pension alimentaire doit être payée) peut introduire une demande auprès du SECAL. Celui-ci interviendra pour réclamer la pension alimentaire mensuelle (et les arriérés) auprès du débiteur d'aliments (celui qui doit payer la pension alimentaire), et verser le cas échéant des avances sur la pension alimentaire mensuelle. Voir <http://www.secal.belgium.be/index.php?page=1&langue=fr>

POUR PLUS D'INFORMATIONS

Film MIRIAM

<https://www.mi-is.be/fr/presse-multimedia/film-miriam>

Manuel méthodologique

https://www.mi-is.be/sites/default/files/documents/miriam_-_manuel_methodologique_fr.pdf

Outil

https://www.mi-is.be/sites/default/files/documents/miriam_-_outil_fr.pdf